

Syrie : Requiem pour un massacre

Dr David Bensoussan Les Éditions Du Lys

70 000 morts. Probablement 4 à 5 fois plus de blessés et de mutilés. Selon l'ONU, plus de 600 000 réfugiés et 4 millions de Syriens qui ont besoin d'assistance. Le massacre continue.

Cela a commencé par une manifestation d'écoliers arrêtés pour avoir entonné les slogans de la révolution égyptienne. La réponse musclée du pouvoir syrien a déclenché une réaction en chaîne qui a dégénéré en guerre civile. Les tentatives d'accord pour un cessez-le-feu s'ensuivent, mais sans succès.

La Ligue arabe a proposé un plan de paix le 3 novembre 2011, mais il n'a guère été respecté. La Syrie est expulsée de la Ligue arabe 9 jours plus tard. Le gouvernement syrien permet alors à des observateurs de rester dans le pays, mais cette mission des observateurs est suspendue le 28 janvier suivant. Deux résolutions du conseil de sécurité (31 janvier et 4 février 2012) appuyant le plan de la ligue arabe échouent en raison du veto sino-soviétique. Deux résolutions de l'Assemblée générale dénonçant la situation des droits de l'homme (19 décembre 2011) et condamnant la répression en Syrie (16 février 2012) ont été adoptées, mais elles n'engagent en rien les Nations Unies.

En février 2012, l'ancien président de l'ONU Kofi Anan est dépêché à titre de médiateur. Il propose un plan en 6 points incluant : le cessez-le-feu, l'arrêt de l'utilisation d'armes lourdes, la facilitation de l'aide humanitaire, la libération des prisonniers arrêtés de façon arbitraire,

et la garantie de la liberté d'association. Or, le cessez-le-feu n'a pas survécu le massacre de Houla. Kofi Anan démissionne le 2 août 2012 en invoquant l'intransigeance des deux parties. Il est remplacé deux semaines plus tard par le diplomate Brahimi. Ce dernier consulte les parties et les grandes puissances, propose une trêve durant la fête d'Aïd al-Adha, trêve qui s'avère être éphémère. Quant à la mission d'observation de l'ONU instituée par Kofi Anan en février 2012, elle est suspendue le 16 juin de la même année en raison de l'escalade de la violence.

Des appels au respect de la dissidence et à la cessation de la répression violente ont été lancés par Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union aux Affaires étrangères et à la Politique de sécurité de l'Union européenne le 22 mars 2012. Ils ont été suivis d'appels similaires de la part du secrétaire général de l'ONU Ban-Kimon (3 août), du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (6 août), de l'Organisation de la coopération islamique (13 août) et de multiples appels du président américain Barak Obama qui a menacé d'intervenir dans le cas d'utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien. De son côté, la Turquie a condamné la sauvagerie des forces gouvernementales syriennes.

Seuls l'Iran et le Hezbollah continuent d'offrir un support total au président syrien. Invoquant le droit de non-ingérence, la Russie et la Chine soutiennent la Syrie à l'ONU. Il est utile de rappeler que pour rétablir le contrôle russe sur la Tchétchénie, l'armée russe est intervenue et le nombre de victimes se compte entre 100 000 et 300 000 morts tchétchènes comparés à 12 000 morts du côté russe. Par ailleurs, 10% des exportations d'armes russes se font avec la Syrie, pays qui a en outre offert à la Russie d'installer une base militaire en Méditerranée. De son côté, la Chine a signé de gros contrats d'achat de gaz avec l'Iran.

Le monde assiste impuissant aux massacres qui se produisent quotidiennement en Syrie. La Ligue arabe s'est discréditée en nommant comme chef des observateurs le général soudanais Mohammed al-Dabi, reconnu coupable de crimes contre l'humanité au Darfour et partisan acharné du président soudanais Omar el Bechir accusé par la cour pénale internationale de crime de génocide. La rivalité sunnite-chiite fait que les états arabes de la région soutiennent l'opposition syrienne quitte à faciliter son noyautage par des radicaux islamistes. Les ambitions régionales de l'Iran l'amènent à tout faire pour conserver son influence sur les gouvernements irakien et syrien ainsi que sur le Hezbollah. Les intérêts géopolitiques de la Russie et de la Chine l'emportent sur les considérations humanitaires. L'Occident soutient l'opposition syrienne contre la dictature du président Assad tout en s'en méfiant, car cette opposition a peut-être été noyauté par des islamistes d'Al-Qaïda. En Syrie même, la minorité alaouite craint la vengeance de la majorité sunnite soumise à sa dictature depuis des décennies. Elle a le support de la minorité chrétienne qui redoute l'arrivée au pouvoir d'islamistes.

Chaque jour de guerre civile qui passe réduit les chances d'une entente entre les protagonistes syriens. Le 19 février 2013, la commission d'enquête des Nations unies sur la situation en Syrie publie un rapport évoquant les crimes contre l'humanité commis par les forces gouvernementales et les milices qui leur sont affiliées ainsi que les atteintes aux droits de l'Homme par des groupes armés d'opposition.

70 000 morts. Probablement 4 à 5 fois plus de blessés et de mutilés. Selon l'ONU, plus de 600 000 réfugiés et 4 millions de Syriens qui ont besoin d'assistance. La planète ne peut même pas s'entendre pour garantir une aide humanitaire au peuple syrien. Le massacre continue.